



ENTENDRE CE QUI MONTE POUR ETRE LA CGT A LA HAUTEUR DES ENJEUX

Note N°2 du 13 avril 2020 aux élus et mandatés de la Cgt.

Pour la première fois dans notre histoire syndicale, nous nous trouvons confrontés à une situation de pandémie qui frappe en masse, les salariés, la population de notre pays et quasiment celles de l'ensemble des pays de la planète.

Les causes profondes de la catastrophe sanitaire que nous vivons et à laquelle -malgré l'engagement exceptionnel des salariés d'un service public hospitalier affaibli- nous avons du mal à faire face, ne sont pas mystérieuses.

Ces causes tiennent pour l'essentiel dans les politiques menées continûment dans notre pays- comme dans nombre de pays dans le monde- depuis plusieurs décennies.

La maltraitance continue du salariat. Qu'il s'agisse des salaires en régression relative constante ; qu'il s'agisse des statuts sans cesse mis en cause ; qu'il s'agisse de la précarité développée sans relâche ; qu'il s'agisse des droits et de la casse continue du code du travail, Tout a été fait pour appauvrir, précariser et priver de ses droits le Travail !

La construction de la toute puissance du capital et de la finance.

Depuis plus de quarante ans toutes les mesures ont visé à établir son hégémonie : liberté de circulation ; baisse considérable de la fiscalité ; extension continue du champ des privatisations ; statut exclusif de prêteur qui lui donne la maîtrise de l'investissement et construit la dette prétendument « publique ».

L'érosion continue de la souveraineté des communautés politiques -condition fondamentale de la démocratie- a constitué le moyen essentiel de la mise en application de cette maltraitance du salariat et de l'établissement de l'hégémonie du capital.

Cette érosion a été construite intérieurement en refusant d'entendre les demandes du peuple et en passant outre ses décisions (par exemple le « non » du référendum de 2005 qui constituait précisément un refus de ces politiques) ; cette érosion a été aussi construite extérieurement en abandonnant délibérément notre souveraineté à des organisations supra nationales OMC, FMI, Banque Mondiale et Union Européenne dont les fondements assumés « libre circulation du capital », « concurrence libre et non faussée », constituent les sources-mêmes de la destruction du travail et de la toute-puissance du capital.

L'affaiblissement du service public hospitalier, le retard de la recherche médicale, l'incapacité nationale -due à des délocalisations délibérées à vocation financière- de produire les nécessaires instruments sanitaires et le caractère de classe des effets de la pandémie (la vulnérabilité à la maladie est pour beaucoup liée à la condition sociale) ... toutes ces réalités trouvent leurs causes dans ces politiques publiques.

Dès lors, aujourd'hui pour vaincre la pandémie comme demain pour reconstruire notre société, nous sommes devant **une alternative simple et vitale pour les salariés, le peuple et la société.**

Soit, nous laissons le gouvernement approfondir encore, quel que soit l'emballage avec lequel il présente sa démarche, la politique qui nous a mené à la situation d'aujourd'hui...et pour l'immense majorité d'entre nous se sera toujours plus dur...et délétère pour la société.

Soit, nous prenons résolument, sur chaque question, le parti du travail, du salariat, de la démocratie ; bref, du rassemblement et de l'intérêt général et nous allons pouvoir commencer à avancer et reconstruire notre société.

Dans le prolongement du nouveau confinement que vient d'annoncer le chef de l'état, nous sommes confrontés maintenant à cette alternative !

La rapidité de la propagation du virus Covid19, conséquence directe des purges drastiques dans les systèmes sanitaires des pays gérés dans le cadre de la domination de l'économie capitaliste, est en train de produire une situation catastrophique avec son cortège de drames humains, de ravages au plan social et économique.

Dans ce contexte la vraie nature des acteurs politique et économique se révèle au grand jour et celle des acteurs syndicaux aussi.

Malgré le pilonnage des médias, il devient très difficile à la puissance publique de masquer ce qui anime les décideurs qui se présentent depuis des décennies comme des entrepreneurs devant lesquels l'ensemble de la population devrait être asservie et exprimer sa reconnaissance pour les actions de ses « bons maîtres ».

Ce chef de l'Etat élu par défaut et son gouvernement sont pris la main dans sac pour leur gestion de cette pandémie, leurs mensonges à répétition, les priorités de leurs choix au plan national et dans les régions pour privilégier les intérêts des grands groupes contre ceux de la population.

Depuis décembre, pour l'accélération de la casse des hôpitaux publics et le refus de prendre des mesures pour limiter la propagation du virus, pour protéger les soignants, les personnels des hôpitaux, des EPHAD, ceux des établissements privés, les professionnels salariés et volontaires des services de secours, les ambulanciers, les forces de l'ordre, Macron et son gouvernement sont coupables et responsables de ces manquements.

Des déclarations contradictoires sur le port des masques, sur l'accès des personnels de soins aux protections, sur la mise à disposition à la population de masques, le transfert des patients alors qu'il aurait été plus rapide, plus simple, moins onéreux et risqué de soigner sur place les patients en difficulté, ils ne manquent pas une occasion pour montrer que leur détermination à répondre coûte que coûte, aux injonctions de la finance les amènent à ne pas assumer l'essentiel : **préservier les vies humaines, les intérêts de la Nation.**

Pire, ils ont maintenu le premier tour des élections municipales en favorisant la propagation du virus, pris des mesures pour un confinement sélectif bien après que d'autres pays s'y soient engagés mais en le faisant dans un cadre qui intègre les salariés des activités non vitales.

En France le confinement est réservé à ceux des petites entreprises, aux retraités, à la jeunesse, aux chômeurs, aux salariés des petites entreprises mais pas à ceux des entreprises liées à des groupes !

Pour ces salariés du secteur privé qui n'interviennent pas sur des activités vitales, obligation leur est faite de travailler au risque de leur santé, de leur vie et de celles de leurs proches sauf quand la Cgt est présente avec des syndicats qui dès le départ se sont battus pour l'arrêt des activités.

Au pied du mur de ce cataclysme sanitaire, les partis et mouvements politiques ne peuvent plus louvoyer dans leurs choix et décisions. Soit, ils restent arrimés au système en place qui montre au grand jour que la course aux profits, à la rentabilité financière s'oppose aux intérêts de l'humain et de la planète ; soit ils se projettent vers d'autres alternatives exigeant des ruptures pour dessiner un avenir meilleur pour tous.

Les organisations syndicales au plan national et les syndicalistes sur le terrain au quotidien n'échappent pas à la montée des contradictions que révèle le contexte dans lequel nous sommes tous plongés.

Certains, dans la continuité de leurs choix et stratégies, se placent délibérément, comme la CFDT, dans l'accompagnement des objectifs de ceux qui nous gouvernent et du patronat. D'autres essaient de concilier intérêt des patrons avec la contribution des salariés à soutenir les entreprises et le système économique. Alors que de nombreux militants de la Cgt priorisent la protection des salariés avant tout autre considération.

Dans ces circonstances, nous n'échappons pas à ce que sont nos choix et nos actes syndicaux, à la Cgt du lieu du travail au niveau national que l'on intervienne dans le cadre professionnel ou interprofessionnel.

Et c'est dans des contextes comme celui que nous vivons que s'exacerbent les débats dans notre organisation syndicale et que s'expriment les différents courants idéologiques qui traversent la Cgt.

Entre ceux qui sont prêts à s'associer avec l'adversaire de classe pour humaniser le système, le rendre plus acceptable, mieux présentable et ceux qui, à l'expérience du combat syndical et de l'histoire sociale, font délibérément le choix en toutes circonstances et occasions des intérêts du salariat, les contradictions éclatent au grand jour.

Se battre délibérément, y compris par la grève, pour stopper toutes les activités qui ne sont pas vitales pour la population, pour protéger les salariés en les sortant d'une exposition aux risques de contamination, relève d'un comportement syndical sérieux et responsable.

Participer à accepter qu'au nom de la précarité, du volontariat et des primes, des salariés continuent à s'exposer, eux et ensuite leurs proches pour être malades et peut-être perdre leurs vies, relève de l'irresponsabilité et d'un raisonnement syndical enfermé dans les discours patronaux et non sur les intérêts de la classe à laquelle nous appartenons en tant que salariés et que nous sommes censés défendre.

La précarité des situations personnelles et familiales ne saurait justifier l'acceptation de la Cgt pour que les salariés servent de chair à profit du capital.

Les difficultés économiques, dont nous rabattent les oreilles, les ministres qui passent en boucle sur les chaînes de télé, comme les experts et économistes ralliés à leur cause, ne sauraient nous conduire à accepter de ratifier des accords d'entreprises ou de groupes dans lesquels la Cgt monnaie la durée du travail en bradant les congés payés, les RTT ou les salaires.

Céder à l'urgence pour prendre position à la sauvette sur des accords portés par les patrons pour niveler le droit du travail, détériorer les conventions collectives ne peut relever d'un comportement et d'une démarche de cégétistes.

Prolonger le confinement, les mesures de chômage technique impliquent des mesures pour que le ou les trimestres chômés soient validés pour la retraite.

La Cgt c'est l'action quotidienne pour les revendications immédiates et la transformation de la société, ce n'est pas l'accompagnement du cahier de revendications du Medef et encore moins la participation à une quelconque alliance entre les exploiters et les exploités.

Quelle que soit notre situation, que l'on soit, jeune, actif, privé de travail, retraité ; que l'on soit ouvrier, employé, technicien ou cadre ; que l'on réside dans n'importe quelle région et dans des vécus en apparence différents, nous nous trouvons toutes et tous menacés dans notre santé et notre vie ou pour celles de nos proches.

Les masques tombent, la réalité froide et cinglante explose heure après heure, elle nous renvoie à d'autres pages sombres de notre histoire.

Entre les intérêts du salariat, du peuple, de la Nation et ceux du capital notre choix à la Cgt doit être partout clair, net et sans aucune ambiguïté.

Et cela même si temporairement nos positionnements ne peuvent satisfaire à 100% tout le monde. Mais il y a des moments dans le combat syndical dans lesquels il faut savoir choisir, se tenir à une ligne de classe, prendre acte et date.

Il ne peut être question dans de telles circonstances de justifier des signatures de la Cgt mettant en cause, même temporairement, les intérêts des salariés parce que nous ne serions pas majoritaires dans tel ou tel groupe, telle ou telle entreprise.

Entrer dans cette logique de raisonnement ne permettra pas à la Cgt de restaurer sa représentativité parce qu'il faudra bien demain rendre des comptes aux salariés !

Si nous nous plaçons du point de vue de la préservation des intérêts des salariés et des peuples, immédiatement ce qui doit guider nos préoccupations et motiver nos actions, c'est en premier lieu protéger, autant faire que se peut, les humains en mettant tout en œuvre pour éviter la contamination de celles et ceux qui ne sont pas touchés et exiger la mise en place des moyens pour soigner les autres, là où ils vivent et travaillent.

Le patronat dans sa grande majorité a fait le choix de son tiroir-caisse contre la santé, la vie des salariés et de l'ensemble de la population et du pays !

Avec cette pandémie, lui et les gouvernements successifs qui ont accompagné les restructurations industrielles, les délocalisations portent une écrasante responsabilité dans la pénurie de gants, de masques, de matériel médical, de médicaments que nous connaissons aujourd'hui.

Le patronat dans son immense majorité et les gouvernements qui se sont succédé depuis le début des années 80 ont œuvré à privatiser, confisquer au peuple, les outils publics stratégiques pour assurer notre indépendance, la souveraineté du peuple en nous asservissant au diktat des puissances financières, à l'Europe de Maastricht.

Ils ont participé aux délocalisations qui nous placent aujourd'hui en position de totale dépendance vis-à-vis des autres puissances notamment en matière de production de matériel médical, de recherche et productions de médicaments.

Ils sont responsables de la situation dramatique que nous vivons et de son évolution, il ne peut donc être question pour la Cgt de tirer un trait sur tout cela et de nous ériger en « partenaires responsables », disposés à nous entendre avec les fossoyeurs du social, de nos industries et des services publics

Nous pouvons le vérifier dans tous les départements de la région Centre Val-de-Loire, dans toutes les entreprises liées à des groupes, le mot d'ordre est clair : il faut continuer à produire, à entasser les

salariés sur des sites peu importe les risques de propagation du virus pourvu que les profits continuent et que les dirigeants et actionnaires encaissent !

La population doit être confinée nous dit-on au travers des médias à longueur de journée, d'arrestations sur les routes et de contrôles dans les rues pour montrer les laisser-passer bien adaptés aux motivations des déplacements **mais les salariés doivent continuer à produire à leurs risques et périls !**

Que ceux qui travaillent dans les services publics continuent leurs missions mais avec les protections nécessaires pour assurer une continuité de service au public est indispensable, que ceux qui travaillent pour produire, transporter de l'alimentation, des produits de première nécessité l'est aussi. Mais pour le reste rien ne justifie que dans ces circonstances exceptionnelles les autres activités soient maintenues.

A l'heure d'autres choix.

Ce triste épisode du confinement nous montre qu'un nouveau défi est posé au syndicalisme, celui de la qualité de la vie, de la qualité des transports, du logement, des conditions de travail, de la prévention des risques dans les transports, sur les lieux du travail. Cette réalité renvoie à l'urgence, notamment, d'abroger la loi travail, de redonner toutes leurs prérogatives aux CHSCT et d'attribuer de nouveaux droits aux salariés.

Elle pousse à réviser totalement les logiques de concentrations (grandes régions, métropoles, ...)

Dans cet engrenage de la productivité, de l'asservissement général aux exigences des grands groupes, l'aménagement du territoire n'a été pensé que pour répondre aux intérêts immédiats des donneurs d'ordres alors qu'une réflexion pour d'autres orientations devrait être engagée en faveur d'un aménagement harmonieux des territoires pour déconcentrer et humaniser la vie des populations.

Pour cela, il est urgent d'en finir avec les logiques technocratiques et comptables dictées de Paris et des grandes métropoles sous les injonctions de Bruxelles.

La Cgt en Région Centre Val-de-Loire s'est prononcée clairement en 2019 en faveur d'un autre aménagement du territoire, d'une politique industrielle et de développement des services publics ambitieux (voir l'analyse, les revendications et propositions de l'UR Cgt Centre Val-de-Loire édité au printemps 2019).

L'expérience nous montre combien nous avons raison de revendiquer un autre aménagement des territoires, chacun-e peut concrètement le mesurer à l'épreuve des faits.

Il importe peu à la puissance publique de savoir si les populations sont entassées sur des périmètres restreints, exposées à tous les risques. Peu lui importe si la friche gagne des régions entières, si des populations sont sacrifiées, exclues de l'accès aux services publics, écartées du travail, pourvu que les grands groupes puissent orchestrer leurs activités en surexploitant les salariés, en ponctionnant la sève des services publics, en extirpant le maximum de fonds publics pour organiser leurs « business. »

La propagation du Covid 19 et l'instauration de ce confinement à géométrie variable révèlent toutes les contradictions de cette logique économique contraire à la protection de la vie, de la nature, de l'environnement et des humains contre laquelle la Cgt n'a cessé de se battre en proposant d'autres alternatives.

Alors que tout indique que la pandémie ne sera pas résorbée pour demain, dans le camp d'en face, des plans s'échafaudent pour restaurer les profits, réorganiser les activités, les services publics, pour donner de nouveaux tours de vis au social.

Déjà du côté patronal et des soutiens politiques au système économique en place, des voix s'élèvent pour préparer l'après pour les intérêts du capital.

Alors que les fédérations patronales affiliées aux Medef -que ce soit dans la métallurgie, le BTP, le textile et d'autres- se battent pour la continuité des activités industrielles et de services, les ministres, toujours au nom du soutien à l'économie, s'activent déjà avec les préfets pour préparer l'après et faire redémarrer les entreprises arrêtées.

Des députés de droite et de la RM se prononcent ouvertement pour la remise en cause du droit du travail et la contribution des salariés « à l'effort de guerre ».

Les congés payés, les RTT, la durée même du travail et son organisation sont frontalement mis en cause et les salariés sont invités « à la raison » sur le niveau de leurs salaires !

Dans le même temps, le patronat pousse au développement du télétravail-qui représente déjà plus du tiers des effectifs dans de nombreuses entreprises- ce qui lui permet de faire exploser les règles sur la durée, l'organisation et les conditions d'exécution du travail.

C'est le retour du travail à domicile avec de nouveaux outils avec lesquels l'Education Nationale est en train d'accompagner les expérimentations en cours.

Il faut bien préparer la jeunesse à basculer dans une autre société où le chacun pour soi sera la règle face à la solidarité pour tous...et déguiser en nécessités les coupes claires dans les effectifs de l'Education Nationale.

Des expérimentations pour préparer de nouvelles restructurations économiques, externalisations d'activités, de postes de travail et aussi de suppression de postes sont en cours dans la santé, à la poste, dans les transports, le commerce, la métallurgie, l'agro alimentation, l'Education Nationale, les services publics, ...

Nous nous devons à la Cgt de bien réfléchir à la portée de ces dispositions présentées comme temporaires jusqu'à la fin décembre 2020 et au rôle des sociétés d'intérim qui exercent un odieux chantage sur les salariés pour leur faire accepter de travailler dans les pires conditions.

Les milliardaires, qui pillent les économies au plan mondial, se présentent maintenant sur les chaînes de télévision en sauveurs de l'humanité dans leur grande bonté pour faire reculer ce virus et surtout pour inciter les peuples à accepter de mettre la main au porte-monnaie.

Tous sont déjà sur l'après et sur comment ils vont pouvoir amorcer un retour à la normale ; en douceur, mais en instaurant dans les consciences que plus rien ne sera jamais comme avant ; et en préparant un déconfinement permettant d'opposer entre eux les salariés, les habitants et les générations pour tenter de contenir un mécontentement qui fuse de partout.

Dans cette séquence, ils veulent éviter, à tout prix, les explosions de colère et de ras le bol dans les villes où les populations sont entassées et contraintes de vivre dans les pires conditions ; d'éviter des soulèvements possibles dans les zones rurales après l'expérience des mobilisations des gilets jaunes et des convergences qui se sont développées dans de nombreux départements avec le syndicalisme.

Pour cela, il faut à la fois donner l'illusion aux salariés, aux petits artisans, commerçants, agriculteurs, aux populations fragilisées que l'Etat prend en compte leur situation et va répondre aux attentes et durcir les contrôles et la répression.

Le recours à l'armée avec l'opération « Résilience » dont les trois missions portent sur la santé, la logistique et la protection mise à disposition des Préfets prépare à de nouvelles mesures d'exception.

Va-t-on vers la mise en place de la loi martiale... ?

Durant cet épisode douloureux pour le peuple, pendant que ceux qui produisent les richesses sont assignés à résidence du fait du confinement, ceux de la finance travaillent à étudier les comportements, les habitudes de vie et de travail qui se modifient pour préparer de nouvelles réorganisations des activités industrielles, commerciales et de services.

Le patronat, les grands groupes, l'Etat ont toujours dans l'histoire tiré les enseignements des périodes de résistances et de luttes massives avec des conquêtes (45, 68, 81, 95, 2010) pour ajuster leur stratégie, reprendre la main, briser les solidarités, affaiblir le syndicalisme de classe.

Le syndicalisme, la Cgt n'ont pas toujours su anticiper pour conserver l'avantage et peser pour des alternatives répondant aux attentes du salariat.

Le patronat est en train d'exercer une énorme pression sur les instances représentatives des personnels et sur les syndicats en plaçant les élus et mandatés en télé travail, en multipliant les réunions téléphonées, les vidéos conférences, en proposant la renégociation de tous les accords, etc....

Avec ce management des représentants des salariés, le patronat veut préparer les consciences au fait que l'après va exiger des sacrifices de grande ampleur.

Après le ralentissement économique, « il faudra bien se serrer les coudes », d'où l'invitation de Macron, de la droite et de nombreux sociaux-démocrates au plan politique à entrer dans l' « union sacrée », rejointe par le courant réformiste qui traverse le syndicalisme y compris dans la Cgt.

Le 19 mars 2020, le texte ratifié dans ce sens entre les cinq confédérations et avec les trois organisations patronales est le produit du poids du courant réformiste qui taraude la Cgt depuis des lustres comme nous le montre toute notre histoire.

Les faits sont les faits.

Il n'existe bien sûr dans la Cgt pas de pensée unique, les adhérents relèvent de courants idéologiques différents. Elle est le produit de rapports idéologiques qui s'exercent à tous les niveaux de l'organisation, qui se confrontent dans les débats et la pratique syndicale, plus ou moins en fonction de l'actualité et des enjeux.

Ce fait ne peut justifier en rien de s'associer au patronat qui lui, dans le même temps, est en train dans les entreprises de museler les salariés et de prendre sa revanche sur tous les conquies sociaux.

A nouveau cette prise de position impliquant la Cgt sur une déclaration commune interroge sur qui prend les décisions au niveau confédéral, sa direction, des conseillers non élus, des experts dans un cabinet... ?

A différentes périodes de notre histoire, pareilles mésaventures se sont produites sous la pression du courant réformiste. Des directions de notre organisation syndicale ont été favorables à l' « union sacrée » pour la guerre en 1914 alors que dans sa majorité la Cgt y était opposée. D'autres, plus tard, étaient prêtes à toutes les allégeances au gouvernement mis en place en 81 alors que sur le terrain de très nombreux syndiqués considéraient leur organisation comme trop molle, pas suffisamment revendicative. Plus tard encore ; des débats à couteaux tirés ont traversé toute la Cgt au moment du traité de Maastricht en 1992, entre ceux qui étaient pour une opposition claire et nette de la Cgt et ceux qui plaidaient pour un non positionnement alors que, sur le fond, ils étaient favorables à ce traité !

En 2005, le même courant réformiste, majoritaire jusque dans la direction confédérale de la Cgt, était favorable au traité constitutionnel européen, il essaiera à nouveau de faire en sorte que la Cgt ne prenne pas position sur un traité qui ruine les intérêts des salariés ! Malgré la campagne menée en

interne dans la maison confédérale avec les relais de l'association confrontation, ce courant sera encore battu par le CCN de février de la même année.

Dix ans plus tard un débat éclair revient dans la Cgt, en 2015, au moment des attentats du Bataclan. Sous l'impulsion du Président Hollande et de son parti politique, un deuxième appel à l'« union sacrée » est lancé pour faire barrage au terrorisme rejetant du côté des poseurs de bombes, toutes celles et ceux qui refusaient de s'aligner dans cette posture aux côtés de ceux qui arment, entraînent et financent ces groupes qui sont utilisés contre les peuples pour asseoir la domination des impérialismes.

En 2017, alors que le principe de non soutien à des candidats aux élections politiques était acté, les pressions ressurgissent dans la Cgt au second tour de cette élection opposant *grâce au système électoral*, la candidate d'extrême droite au candidat de la Finance, E. Macron, pour que la Cgt appelle à soutenir ce dernier !

A nouveau l'idéologie du moindre mal conduira des dirigeants de la Cgt à se prononcer en faveur du soutien à ce candidat du milieu des grandes banques et milieux des affaires.

La tentative aujourd'hui de faire rentrer dans ce moule de l'« union sacrée », la Cgt n'a comme seul objectif que de nous intégrer dans la logique de guerre des possédants pour gagner ensuite l'ensemble des salariés à accepter de nouvelles régressions du point de vue de leurs droits sociaux et de leurs libertés.

Très concrètement le patronat a besoin de la caution de la Cgt, *les préfets aussi*, mais ils refusent d'entendre nos propositions, les revendications et comment vivent ce confinement, les salariés et la population dans cette période.

Dans toutes les rencontres qui se déroulent dans les départements, les problèmes du confinement des personnes dans des logements de quelques mètres carré, des personnes dépendantes enfermés dans des Etablissements qui se transforment « en clapiers à vieux », ce que subissent les personnels de santé, la flambée des prix dans les grandes surfaces, tout cela ne figure pas dans leurs logiciels de raisonnement !

Ce qui les animent c'est d'éviter toute vague de remise en cause et de contestation parce *les consignes sont données*, il faut profiter de l'occasion de cette crise pour porter un assaut frontal contre le social au nom de l'effort de guerre. Le gouvernement est déjà à la manœuvre pour faire passer à coup d'ordonnances ce que réclame depuis des lustres le patronat.

Ne nous leurrons pas, les reports des réformes de l'indemnisation du chômage et des retraites ne dureront pas éternellement ; celle en préparation sur *les réorganisations des collectivités territoriales et services de l'Etat* non plus.

L'heure n'est pas à trouver des raccourcis pour faire entendre que la Cgt serait disposée dans les entreprises comme dans les territoires à s'associer avec les patrons et le gouvernement pour faire front à la propagation d'un virus

On ne pactise pas avec ceux qui sont à l'origine de l'incendie dans l'hôpital public, ceux qui sont les responsables du déclin de la France et des remises en cause des conquêtes sociales.

Cette position nous a conduits à refuser de ratifier régionalement un accord proposé par le Medef aux autres organisations patronales et syndicales allant, comme au plan National, dans la perspective de création d'une « union sacrée » au niveau Régional.

La Cgt doit continuer à s'exprimer partout comme nous le pouvons, à porter nos revendications et propositions et à assurer une continuité d'activité, d'expression et d'initiatives.

Il est clair qu'il ne sera pas possible dans les formes habituelles d'organiser les manifestations et rassemblements du premier mai.

Pour autant, il nous faut réfléchir partout à ce que les revendications s'expriment le plus largement autour et durant cette journée de luttes.

La volonté évidente des détracteurs du syndicalisme de classe est de profiter du confinement pour anéantir l'activité syndicale, l'expression et les actions collectives comme l'on fait d'autres au moment de l'interdiction de la Cgt.

Pendant que la population est invitée à faire preuve de compassion vis-à-vis des soignants, des ambulanciers, des pompiers et des personnels des pompes funèbres en les applaudissant tous les soirs, le gouvernement -avec les agences régionales de santé- poursuit ses objectifs de réduction des moyens pour l'hôpital public, comme de ceux des autres services publics et il s'apprête déjà à répondre aux demandes d'allègement des cotisations sociales du patronat pour amputer un peu plus les recettes de la Sécurité Sociale.

Au-delà des opérations de charme des acteurs du gouvernement il n'y a aucun changement ni inflexion dans les objectifs de réduction des dépenses publiques qui ont conduit à la situation catastrophique que nous vivons, aux horreurs que subissent les familles avec les disparitions et les conditions dans lesquelles sont placées les personnes âgées malades ou dépendantes et les soignants.

Pourtant, les trois semaines que nous venons de vivre, nous prouvent malgré les coups portés que s'il n'existait pas de service public et de Sécurité Sociale, la situation de la population serait dix fois pire.

Les projets de casse des services publics, de privatisations réclamées à cor et à cri par l'Union européenne restent au centre des priorités des réformateurs rompus à l'économie de marché.

Le gouvernement tente de convaincre l'opinion publique que l'Union européenne pourrait aider au redressement de l'économie et conjuguer les efforts pour endiguer la pandémie !

Nous avons sous les yeux l'expérience de la Grèce étranglée par une dette abyssale à l'UE.

Et ne rêvons pas sur le devenir de l'Union européenne. Le capitalisme allemand n'a pas plus l'intention que dans d'autres périodes d'aider à la restauration des activités et de l'économie française. Son poids dans le fonctionnement et les rouages de cette machine de guerre du capital pèsera contre des aides au relèvement des pays de l'UE sans contrepartie.

Être étranglés financièrement par une dette aux Américains en 47 avec le plan Marshall, deux ans après la Libération, pour recommencer aujourd'hui sous l'égide la Banque centrale Européenne ne peut être une option à laquelle la Cgt s'associe.

En revanche la question se pose du rôle de cette structure supranationale que nous finançons par nos impôts, incapable de coordonner la répartition des moyens médicaux face à une épidémie.

Quand il s'agit de d'entrer dans les escalades guerrières de l'Otan, l'UE est beaucoup plus réactive... !

La réalité sur la nature de l'Union européenne éclate aux yeux de tous

Si nous ne voulons pas être dupes-tant dans l'analyse des causes que dans la définition des moyens pour sortir de cette crise-nous devons examiner le rôle joué par l'Union européenne dans ce qui nous arrive. De l'Union européenne et de ses institutions : ses traités, sa commission, sa Banque centrale, et non pas de l'Europe qui est une convention géographique qui ne sert que de paravent à cette Union européenne.

C'est le moment de le faire, car tant en ce qui concerne l'origine de cette crise, les moyens mis en œuvre pour y faire face et les solutions pour en sortir, le dossier de l'Union européenne est accablant.

Sur les causes de cette crise on a déjà indiqué comment la « libre circulation des capitaux », la concurrence libre et non faussée, c'est-à-dire les fondements de l'Union européenne, et la casse des services publics qui s'en est suivie, ont joué un rôle décisif dans nos difficultés actuelles. Une information pour le confirmer : **à 63 reprises entre 2011 et 2018, la commission européenne a recommandé aux États membres de l'UE de privatiser certains pans du secteur de santé ou de réduire les dépenses publiques en matière de santé...sans commentaire.**

En ce qui concerne le traitement de la crise, nombre de voix se sont élevées pour déplorer le « manque de solidarité de l'Europe » notamment vis-à-vis de l'Italie et de l'Espagne. Plus récemment, certains se sont indignés du refus de l'Allemagne, appuyée entre autres par les Pays-Bas et la Finlande, d'une mutualisation des dettes qui vont résulter des sommes à investir pour faire face à la crise sanitaire. Cette indignation est compréhensible mais elle repose sur une confusion sur ce qu'est réellement l'Union européenne. Elle n'est pas une union de différents peuples qui sans cesse d'exister en tant que tel, ce qui est la condition de toutes coopérations réelles- auraient décidé ensemble de coopérer sur telle ou telle question. L'Union européenne, et la crise actuelle le montre crûment, constitue un cartel de capitalistes qui ont décidé de se regrouper ensemble contre les peuples ; mais ce regroupement s'exerce aussi dans un rapport de forces entre capitalistes et les plus forts entendent y imposer leur loi. Dit concrètement, aujourd'hui l'Allemagne – et d'autres pays comme la Finlande et les Pays-Bas que l'adoption de l'euro a rendus plus compétitifs n'entendent pas que cet avantage les contraigne à être solidaires des pays que l'adoption de l'euro a rendus moins compétitifs.

Ce qui est remarquable dans la période que nous vivons, c'est que pour faire face à la crise tous les gouvernements des pays qui compose l'Union européenne ont été amenés à se libérer des contraintes qui constituent les fondements de l'union européenne : Le pacte de stabilité, on ne tient plus compte des fameux 3% ; l'espace de circulation de Schengen, on revitalise les frontières. Pour combattre la crise, l'espace national- celui de chaque société – redevient par nécessité un espace de gestion indépendant car chaque société est irréductiblement singulière. Et contrairement à ce que nous serinent les « européistes », cette démarche ne condamne pas les coopérations ; au contraire, elle en est la condition car la véritable coopération nécessite l'existence des coopérateurs et pas leur disparition.

Alors, il est vrai que la Banque centrale continue, par centaines de milliards, à racheter les créances douteuses-fruit de la spéculation effrénée qui n'a pas cessé depuis la crise financière de 2008- des grandes banques privées pour retarder la crise financière qui est là ; il est exact que l'Union européenne poursuit la négociation avec l'Albanie et la Macédoine du nord pour leur intégration dans l'Ue ; il est clair qu'elle poursuit son soutien aux manœuvres de l'impérialisme contre les peuples des pays qui essaient de s'émanciper du capitalisme et qu'elle ne jure que par l'OTAN...

Mais il se passe quelque chose qui peut éclairer les représentations et rendre crédible la mise au centre de notre démarche de lutte pour le respect du travail et de l'intérêt général, la volonté de paix, et l'exigence de démocratie autant de valeurs qui sont contraires aux fondements mêmes de cette Union européenne, car comme l'a avoué Jean-Claude Juncker, l'ancien président de la commission européenne : « Il n'existe pas de choix démocratiques contre les traités européens. Ça commencera par la reconstruction d'un système de santé public dans toutes ses composantes et géré démocratiquement !

Être à l'offensive syndicalement à ce moment charnière de notre histoire syndicale exige de réfléchir à un vaste plan de reconstruction sociale et économique qui s'appuie sur les atouts de la Nation et du peuple, la richesse de ses savoirs et savoirs faire.

Ce travail syndical concerne toute la Cgt dans toutes les entreprises et secteurs, tous les départements et régions. Cela implique de nous creuser les méninges, d'en discuter avec les syndiqués pour être à l'initiative de propositions de relocalisations de productions utiles, de services publics, d'investissements pour répondre aux besoins de la société, d'objectifs d'appropriations publiques des outils économiques pour garantir notre indépendance et de plan d'embauches massives dans tous les secteurs.

La question qui nous est posée partout, c'est de faire monter l'idée du soulèvement nécessaire des travailleurs pour une reconquête du social pour dynamiser une économie orientée vers la satisfaction des besoins fondamentaux et respectueuse de la planète.

Nous ne disposons pas pour faire cela de la Cgt qu'il faut pour peser à la hauteur de nos ambitions, ce constat nous devons le faire avec toutes celles et ceux avec qui nous engageons le débat.

Il appelle à une campagne de tous les jours, tenace et grande ampleur, de syndicalisation à la Cgt en suscitant la réflexion sur le rôle et la place de la Cgt dans la société aujourd'hui et sur ce qu'elle défend comme projet de société.

Il nous crée obligation d'échanger cartes sur table entre nous dans la Cgt, sur notre objectif, sur ce que nous sommes prêts à faire et avec qui.

Le débat existe dans notre Cgt, il est naturel et constant et si des différences, des divergences existent entre les syndiqués cela ne doit effrayer personne, d'ailleurs cela fait partie de la vie.

Dans une famille tout le monde ne pense pas toujours la même chose en même temps, pourtant les membres de cette famille vivent ensemble, réalisent des choses ensemble sans que ce soit la guerre des tranchées tous les jours.

Notre problème, depuis trop longtemps dans la Cgt, c'est que sous la pression des idées véhiculées par le capital et ses relais, de mauvaises habitudes se sont développées pour empêcher les débats de fond en justifiant cette pratique par le fait que cela fait perdre du temps et oppose les camarades.

Ainsi le peu d'échanges qui se produisent dans les réunions de directions syndicales depuis une trop longue période se centrent sur des comptes rendus d'activité, des clivages de formes ou entre les personnes.

Pour ménager les approches différentes, nous avons évacué les questions de société de nos débats, en rejetant le rôle du politique comme si le syndicalisme pouvait tout régler dans une société.

Nous pouvons toutes et tous, mesurer maintenant, au cœur de cette crise financière et sanitaire, que nous nous heurtons bien à des choix de société qui appellent -dans ce que sont nos responsabilités syndicales- à des réponses. Des réponses qui ne peuvent se résumer à de simples revendications sur les conditions de travail ou les salaires.

Nous avons fait au fil de notre histoire un choix de syndicalisme et nous possédons tout un patrimoine qu'il nous faut assumer.

La Cgt reste et demeure, même si nous avons reculé, une grande organisation avec des valeurs, une histoire, tout un patrimoine de pratiques des luttes, d'actes de résistance et de conquêtes sociales, en France, au niveau international.

Garantir l'unité de la Cgt et lui permettre de se placer à la hauteur des défis auxquels nous sommes maintenant confrontés exige d'élever le niveau de notre réflexion, de nos débats et d'assumer individuellement et collectivement nos positions.

Oui il y a des différences de conceptions et d'approches entre les camarades dans de nombreuses organisations de la Cgt, ce n'est pas nouveau mais assumons chacun-e nos positions en toute franchise et clarté, ce qui fondera notre unité c'est le débat qui doit se traduire par des décisions collectives.

Des conceptions, des positions et approches réformistes existent, elles sont portées par des camarades consciemment ou pas mais au final, elles contribuent avec d'autres, qui se revendiquent du courant révolutionnaire, souvent accrochés à la nostalgie d'un « *socialisme de caserne* » à des incohérences de positions sur lesquelles nos adversaires font leurs choux gras.

Ne faisons pas comme si cela n'existait pas.

Ce qui contribue à nous fragiliser ce sont nos hésitations, nos refus d'aborder les questions de fond qui concernent toute notre activité syndicale.

La double besogne du syndicalisme Cgt c'est de bien tenir sur le revendicatif et la question du changement de société parce que nous n'avons pas pour ambition de nous adapter ou d'accompagner le capitalisme. Encore plus que dans d'autres circonstances interrogeons-nous :

Dans quelle société voulons-nous vivre ? Quelles revendications, quelle stratégie devons-nous avoir dans l'entreprise, la localité, le département, la profession pour contribuer à y parvenir ? Et le faire en tenant compte que les transformations ne se décrètent pas en claquant des doigts, qu'elles sont toujours le produit du débat des idées et de ce que les masses ont dans la tête.

Pour nous rassembler, déjà dans la Cgt, ayons la conviction et l'optimisme que rien ne se fera sans une intense bataille idéologique, sans le rapport de forces et qu'il faudra des efforts pour faire partager nos ambitions revendicatives. La manœuvre de Macron ce soir sur la fin des idéologies et le consensus à tout prix est bien le révélateur de leur stratégie d'union sacrée !

Il faudra beaucoup de *pédagogie* pour expliquer que l'édification d'une société, débarrassée du profit et de la propriété privée à but lucratif, exige l'intervention permanente, consciente des salariés et du peuple rassemblé et surtout d'immenses luttes populaires.

Envisager l'après confinement dans une crise financière et sanitaire non résolue nous demande ces efforts-là si nous ne voulons pas que l'adversaire de classe nous impose de nouvelles régressions sociales et démocratiques. Même bloqués dans nos lieux de vies au moins jusqu'au 11 mai, nous pouvons réfléchir, lire, communiquer pour construire maintenant cette contre-offensive. Bon courage à toutes et tous et prenez soin de vous.

Bien fraternellement,

Ph Cordat

Secrétaire de l'Union Régionale Centre Val de Loire de la Cgt